

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 22/12/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MO'UVE

786 AV DE GASSERAS
82000 Montauban

Références : SV/2023-1537
Code AIOT : 0006802726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement MO'UVE implanté 786 AV DE GASSERAS 82000 Montauban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MO'UVE
- 786 AV DE GASSERAS 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mo'UVE, appartenant au groupe SECHE Environnement, a obtenu la délégation de service public pour l'exploitation de l'unité d'incinération des ordures ménagères (UIOM) de Montauban, à compter du 1er janvier 2021, et pour une durée de 20 ans. L'unité d'incinération, qui a été construite en 1986, va être remplacée par une unité de valorisation énergétique (UVE) d'ici fin 2023 (mise en service en cours). Celle-ci aura une capacité de traitement de 38 500 t de déchets/an. L'usine est située en périphérie de la zone urbanisée de Montauban, dans une zone à vocation industrielle ou artisanale.

Elle est bordée au nord par le Tarn, à l'est par un champ, des abattoirs et un grossiste en viande, au sud par des terrains de sport et vestiaires, une maison d'habitation puis un garage et un site de travaux public. Enfin, à l'ouest, se trouve un site de production d'enrobés, un site accueillant des matériaux et déblais divers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de l'article R. 557-14-2 du Code de l'environnement et des articles 17 et 24 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatifs au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple,
- vérifications des articles n°1.2.1, 1.5.5, 2.7.2, 2.8.2, 2.9.2, 3.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2023 relatifs à la situation administrative, aux odeurs, au contrôle d'accès, aux garanties financières, à la détection de radioactivité et à la provenance des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 1.2.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Contrôle de l'accès à l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2.7.2	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 3.1.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
3	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
5	Garantie Financière	Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 1.5.5	Sans objet
7	Provenance des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2.8.2	Sans objet
8	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2.9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats effectués une exploitation sérieuse du site et une absence d'écart majeur. Par ailleurs, l'inspection constate que l'exploitant a bien maîtrisé la période complexe de co-activité lors de la création de la nouvelle ligne d'incinération. L'exploitant doit néanmoins s'assurer de la réfection de la clôture endommagée lors des travaux et vérifier l'absence d'impact de l'augmentation du nombre de bouteilles d'oxygène et de méthane, sur le classement administratif du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : L'inspection constate que le compte-rendu de vérification de certains équipements présentant une observation n'est pas signé, mais que l'exploitant a programmé une action pour la prendre en compte dans son système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO). Les documents sont stockés dans l'outil de gestion électronique des documents (GED). L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit signer le compte-rendu lorsqu'il y a des observations conformément au §III de l'article 17 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'exploitant indique que les équipements sont maintenus constamment en bon état, et il applique le plan de surveillance. Concernant la nouvelle ligne, l'exploitant indique que le personnel aura une tablette demandant la réalisation d'une ronde avec des contrôles à effectuer (obligation de taguer l'équipement et préciser l'observation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : Le ballon de la nouvelle ligne (UVE) possède bien une plaque de l'équipement précisant la date de mise en service. Conformément à la directive Européenne, pour les nouveaux équipements le poinçon de vérification primitive initial n'est pas obligatoire. La chaudière de l'ancienne ligne d'incinération comporte bien la date de requalification périodique et le marquage dit "tête de cheval".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques de la nomenclature
Prescription contrôlée : 4718 : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). Inférieur à 6 t Système de nettoyage de la chaudière : 13 bouteilles de 50 L de CH ₄ à 200 bars (soit un total de 85 kg de CH ₄) 0,085 t => NC 4725 Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieur à 2 t Système de nettoyage de la chaudière : 13 bouteilles 50 litres d'O ₂ à 200 bars (soit un total de 171 kg d'O ₂) 0,171 t=> NC
Constats : l'inspection constate au nord de la retonde la présence le 20 bouteilles de méthane et 20 d'oxygène sous forme de rack, ainsi que la présence de 3 bouteilles (azote, méthane et oxygène attachées ensemble) à côté du rack d'oxygène. L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser son dossier de demande de modernisation de l'unité d'incération et de justifier que les effets de surpression en cas d'explosion ne soient pas modifiés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Garantie Financière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 1.5.5
Thème(s) : Autre, Actualisation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; sur une période à la plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP 01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.
Constats : L'exploitant présente un acte de cautionnement de la société ZURICH Insurance plc en date du 14 novembre 2023. Le montant a été recalculé avec l'indice TP01 du mois de Juin 2023 (valeur = 128.3). L'inspection constate qu'à la date de transmission de la nouvelle attestation, le dernier indice TP01 connu est de 130.8, publié le 16 novembre 2023. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit normalement transmettre à la préfecture le calcul du nouveau montant pour validation conformément à l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de l'accès à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : Article 2.7.2 Contrôle de l'accès à l'installation Le site dispose d'un seul accès comportant un portail automatique pilote depuis la salle de commande de l'incinérateur. L'accès au site et aux installations d'entreposage et d'incinération des déchets doit être surveillé par tous les moyens adaptés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, selon une procédure préalablement définie et maintenue à la disposition de l'inspection des installations classées, sont admises dans l'enceinte de l'établissement. L'établissement est entouré d'une clôture efficace de 2 m de hauteur et résistante, afin d'en interdire l'accès à toute personne ou véhicule non autorisé. Le site n'est pas accessible au public en dehors des visites organisées et encadrées par le personnel dédié aux visites du site
Constats : L'exploitant précise que le portail principal sera posé courant janvier 2024 avec des vantaux de couleur verte (RAL 6005), la commande est passée en date du 9 novembre 2023 (délai de 6 à 8 semaines). L'exploitant précise que le plan de circulation est en cours d'établissement et sera opérationnel courant 2 ^{ème} semestre 2024 (après le démantèlement de l'ancienne ligne). Le grillage ceinturant le site mesure d'environ 2 mètres et présente une détérioration par endroit. L'exploitant indique que la partie détériorée sera réparée d'ici la fin du 1er semestre 2024. L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de maintenir une clôture en bon état afin d'éviter toute intrusion de personnes malveillantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Provenance des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2.8.2
Thème(s) : Autre, Zone de chalandise
Prescription contrôlée : La zone de chalandise de l'usine est par ordre de priorité les déchets issus : de Tarn-et-Garonne, des départements limitrophes au Tarn-et-Garonne situés en région Occitanie (Haute- Garonne, Lot, Gers, Tarn et Aveyron), du département du Lot-et-Garonne, dans le cadre d'une réciprocité avec l'installation d'incinération, lors des arrêts techniques liés aux pannes, aux entretiens programmés et aux travaux de cette installation.
Constats : L'exploitant présente le registre d'entrée pour l'année 2023, l'ensemble des déchets reçus sur l'installation proviennent de la zone de chalandise. L'inspection demande à l'exploitant pourquoi les déchets qui ne peuvent pas être traités sur l'incinérateur (société SOGAD) ne sont pas détournés vers l'incinérateur d'Agen dans le cadre de l'accord de réciprocité. L'exploitant indique que l'installation de stockage de la DRIMM de Montech a été choisie comme exutoire pour ces déchets, du fait de la proximité et du coût lié au transport. Par ailleurs, l'exploitant précise n'avoir accueilli aucun déchet de l'installation d'Agen depuis le 8 novembre 2023. L'inspection rappelle à l'exploitant que le respect de la hiérarchie des modes de traitement doit être privilégié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Détection
Prescription contrôlée : Un équipement de détection de la radioactivité installé à l'entrée du site au niveau du pont-bascule doit permettre le contrôle des déchets admis avant leur déchargement. Le dépassement du seuil de détection fixé déclenche une alarme extérieure et une alarme dans le poste de contrôle, le camion ou conteneur est dirigé vers une zone de dégagement prévue à cet effet. L'exploitant définit une procédure qui fixe la conduite à tenir en cas de déclenchement du seuil de détection fixe, en conformité avec le guide de procédure de déclenchement de portique de radioactivité sur les centres de traitement par incinération, annexé à la circulaire du 30 juillet 2003. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Un contrôle annuel des équipements est réalisé par un organisme agréé. Les fiches de contrôles sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant par courriel du 10 novembre 2023 a informé l'inspection d'un problème sur le portique de radioactivité qui a subi une détérioration (câble) suite aux travaux de mise ne place du nouveau pont bascule. L'exploitant indique que le dispositif est de nouveau opérationnel depuis mardi 21 novembre 2023, information confirmée par courriel le jour de la visite. L'exploitant présente les bons d'intervention des sociétés Fauché et BERTIN.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 3;1;3
Thème(s) : Risques chroniques, mise en dépression
Prescription contrôlée : [...] Le hall de déchargement est mis en dépression, permettant ainsi de réduire les nuisances olfactives. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection de l'existence d'un problème sur la porte d'accès (boucle de détection) du 2ème rideau par courriel du mercredi 25 octobre 2023. Les délais d'obtention de la porte (PORTAL) sont de 8 à 10 semaines . L'exploitant précise que l'air primaire est aspiré dans le hall (16 000 Nm3 /heure), mais ne peut garantir que le hall avec la porte ouverte est réellement sous dépression présentant une efficacité optimum. L'inspection demande à l'exploitant de confirmer la mise en place de la nouvelle porte rapide souple courant janvier 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours